

Renvoyons les « réfugiés » faire la guerre dans leur pays, c'est à eux, pas à nos soldats, de le faire !

écrit par Yves-Marie Laulan | 15 décembre 2015



Que faire des migrants ?

Que faire des migrants qui encombrant nos frontières, nos autoroutes , nos gares et nos plages ? Il est de fait qu'ils sont bien encombrants. On ne sait pas quoi en faire. Car personne ne leur a demandé de venir chez nous. Nous voilà coincés entre les bons sentiments qui nous animent et le réalisme qui devrait commander de les envoyer promener.

C'est une situation inédite. Elle est née des troubles au Moyen-Orient certes, également de la grosse sottise teutonne de *Mutter Merkel*, mais aussi et surtout d'un nouvel Evangile prêché au delà de nos frontières. C'est l'idée, qui s'est répandu comme une traînée de poudre sur toute la planète, que l'Europe, nouveau « ventre mou du monde », était un eldorado pour chacun et pour tous, une sorte de Sécurité sociale au plan mondial, ouverte à tous sans distinctions, sans restrictions et sans risques.

Car nos migrants se baladent un peu partout en Europe, à pied, en bateaux, et en train, les mains dans les poches, dans l'impunité la plus totale. Pas de risque de mourir de faim ou de froid sur les chemins de l'Europe. Encore moins d'attraper un mauvais coup. Pas de violence ni de mauvais traitement. Alors pourquoi s'en priver ? C'est un des bienfaits, avec le terrorisme, du traité de Schengen, cette idée de fous née dans la cervelle obscurcie de quelque eurocrate socialiste.

Nos gouvernements n'ont aucune réponse face à cette situation. Ils sont prisonniers de la bonne vieille morale, raillée jadis par Jean Yanne : « *tout le monde il est bon, tout le monde il est gentil* », largement propagée par les médias. Ces derniers profitent honteusement de ce trafic humain sous forme de photos et de reportages émouvants qui se vendent fort chers. Car il y a un marché pour cela, « *le marché de l'humanitarisme* ».

Les associations de bienfaisance de leur côté tirent un parti inespéré de ce fonds de commerce tout trouvé. Car c'est une source inépuisable de dons, de legs, de subventions, bref une corne d'abondance d'euros sonnants et trébuchants. Un seul hic : l'opinion publique commence à sortir de la léthargie heureuse où les discours édifiants des médias l'avaient plongé. Ils menacent même de prendre ombrage de la situation. Or il y a toujours quelque part une élection en préparation. Ce qui déclenche l'alarme dans la tête des responsables politiques.

En bref, il faut en inventer de nouvelles réponses. Car ni notre droit international, ni notre moralité de temps de paix et de prospérité ne prévoient aucunement une situation de ce type, totalement nouvelle. On parlait jadis de la « drôle de guerre ». Nous sommes engoncés aujourd'hui dans une « drôle de paix ».

En revanche, le public lui sait parfaitement ce qu'il veut. Il ne souhaite en aucun cas vivre dans l'angoisse au quotidien de nouveaux attentats terroristes qui tôt ou tard vont frapper des proches, des amis, des voisins ou tout simplement des gens innocents qui n'auront eu que la malchance « *d'être au mauvais moment au mauvais endroit* ».

Guidé par le bon sens, il pressent d'instinct ce que ce genre de phénomènes migratoires va lui apporter : davantage de dépenses sociales, davantage de déficits, et « cerise sur le gâteau », l'accélération de la perte d'identité d'une société civile déjà bien gangrenée par l'islam radical. C'est cet Islam dangereux qui s'épanouit dans les populations immigrées déjà installées, comme des champignons vénéneux sur un terreau fertile. L'Islam porte l'islamisme comme la nuée porte l'orage.

En effet, il faut bien prendre en compte les risques de sécurité majeurs dont les attentats de de Janvier puis ceux du vendredi 13 novembre ont donné la mesure. Tout cela en prévision d'attaques à venir faisant appel, selon le Premier ministre, jamais en reste d'avertissements effrayants, à l'utilisation de produits nucléaires ou encore les attaques aux gaz asphyxiants en tous genres, sarin, tabun, moutarde et autres gâteries. On a le choix.

Pour qui a le sens de l'humour, nous vivons une période désopilante. Car enfin nous accueillons des migrants malheureux, miséreux, sans abris. On leur fournit l'aide sociale, des logements confortables, une éducation, un métier. Et pour tout remerciement, nous sommes la cible d'assassinats de masse. Et cela au nom de l'humanitarisme, de la tolérance, de la compréhension. N'y a-t-il pas là de quoi se tordre de rire, d'un rire molochite bien sûr (le rire de Moloch pour les ignares qui n'ont pas lu Salommbô).

Mais il n'empêche. Les médias et les pouvoirs publics, la bouche en cœur, appellent sans relâche à plus de générosité, plus de compréhension, plus de compassion. A l'heure devrait être à la mobilisation et au combat, on nous sert des discours moralisateurs. L'Europe, de son côté, fidèle à elle-même, est à la hauteur de la situation : nulle. Elle est incapable de concevoir des solutions viables, mais simplement de faire le comptage des nouveaux arrivants, comme on fait pour le gibier à l'automne.

Depuis les derniers attentats, nous savons que nous sommes effectivement en guerre avec une constellation de groupes plus ou moins structurés mais qui ont pour point commun de se réclamer de l'islamisme radical. Ils veulent la disparition et de notre façon de vivre, de notre culture et de notre civilisation. Et ils emploieront tous des moyens nécessaires pour y parvenir. Ce sont des machines à tuer, sans préavis, Nous voilà prévenus. Alors que faire ?

Un principe de base est de n'accepter en aucun cas et sous aucun prétexte d'accueillir de façon permanente les migrants sur notre territoire. Car une fois installés, il sera impossible de les déloger ou même de les déplacer sauf à employer des moyens « *que la morale réproouve* ».

La proposition de Donald Trump, candidat aux présidentielles aux USA d'interdire l'accès du territoire américain aux musulmans étrangers a soulevé, comme il se doit, une tempête de protestations. C'est vrai qu'il est laid, roux, apoplectique et pire encore, milliardaire. Cette suggestion a cependant ses mérites.

Notons que le nombre de Musulmans aux USA est très faible : environ 3%. Rien à voir avec les pourcentages en France +/- 12% et même britanniques : 6% environ.

Observons au surplus que les attentats islamiques perpétrés

sur le territoire américain ont été le fait de Musulmans venus de l'étranger, soit l'Arabie Saoudite pour le 11 septembre ou du Pakistan pour l'attentat récent de San Bernardino. On voit bien qu'il y a un lien étroit entre attentats, terrorisme et flux migratoires. Ce lien avait déjà été mis en évidence dans les attentats du vendredi 13 novembre en France. Cela donne à réfléchir.

Les flux migratoires ne seraient-ils pas, tout simplement, le vecteur naturel privilégié du terrorisme comme le fleuve roule des épaves ? Dès lors que faire devant les flots de migrants que la Belle Angelika a d'ores et déjà accueilli sur le territoire allemand et qui ont en toute légalité le droit de venir s'installer en France, espace de Schengen oblige, au risque d'y importer la terreur ?

Certaines des propositions énoncées ci-dessous pourraient éventuellement contribuer à améliorer la situation.

Il s'agirait de :

1. a) Comblent un vide juridique difficile en créant un statut juridique spécial du migrant portant création d'un droit provisoire et conditionnel à résider pendant quelque temps et soumis à conditions.
2. b) Créer des Centres de Regroupement sous la forme des villages de toile provisoires, aussi confortables que possible tant qu'à faire, mais étroitement encadrés et surveillés. Les Palestiniens s'en contentent bien en Israël depuis plus de 50 ans.
3. b) Trier les réfugiés en plusieurs catégories qui auront le choix entre plusieurs solutions :

– être rapatriés d'office, de gré ou de force, s'ils n'apportent pas la preuve qu'ils sont effectivement victimes de la guerre. Mais il faut savoir que les possibilités de fraude sont infinies.

Au demeurant, on ne voit pas pourquoi le fait de fuir une

guerre donnerait droit à un droit permanent à résidence. En réalité, nous avons affaire à des déserteurs, comme en temps de guerre. Pourquoi leur accorder un traitement particulier qu'ils ne méritent aucunement ? Pendant la guerre de 14/18 les déserteurs étaient fusillés, pas logés gratuitement dans des camps de réfugiés ultra confortables.

– organiser des brigades paramilitaires spéciales destinés à reprendre le combat et à reconquérir le pays contre Daesh aux côtés des Kurdes du PPK en Syrie. Ces brigades pourraient être placées sous la tutelle de la Légion étrangère qui en assurerait l'encadrement.

Il n'y a aucune raison que le combat au sol en Syrie, qu'il va falloir accepter tôt ou tard, si l'on veut se débarrasser de Daesh, soit mené par nos soldats et non par les hommes dont c'est le lieu d'origine et la patrie .

La mise en œuvre de modeste programme nécessitera bien sûr de tordre le cou à certains de nos principes chéris hérités du *droit de l'homme* et autres coquecigrues. Mais baste. Paris vaut bien une messe.

Ceci étant, même l'adoption de ce programme ne résoudrait pas le problème de long terme, celui de la prolifération de la communauté musulmane dotée d'une fécondité bien plus élevée que celle de la population d'accueil. Cette différence dans les taux de fécondité respectifs entraînera, tôt ou tard, la domination politique du groupe devenu minoritaire, la population d'accueil, par la communauté musulmane devenue la plus nombreuse .

L'idéal serait que les musulmans acceptent d'eux même de réguler leur fécondité exubérante. Mais le feront-ils volontiers ?

Ou alors d'adopter, à l'instar de la Chine, un programme gouvernemental visant à l'enfant unique. Cette politique a eu en Chine des résultats absolument remarquables. Mais est-elle transposable en Europe ?

Faudra-il aller jusqu'à recommander l'obligation de suivre des cours de planning familial en faveur des femmes comprenant la possibilité d'un recours volontaire à la vasectomie pour les hommes? Cela serait clairement une mesure utile mais qui aurait sans doute peu de chance d'être acceptée par les musulmans. Elle aurait néanmoins le mérite d'attirer leur attention sur l'épineux problème de leur fécondité, menace pour l'équilibre démographique à terme du pays d'accueil.

Quoiqu'il en soit, le problème mérite d'être clairement posé, de telle façon qu'un débat démocratique s'instaure sur une question cruciale, jusqu'à présent frappée d'omerta, qui concerne la survie de la démocratie dans nos pays menacée par l'expansion démographique du monde musulman. On ne peut pas éternellement fourrer les questions délicates sous le tapis. Car elles en ressortent tôt ou tard, souvent sous une forme explosive.